



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)**

N°12/CSEFRS/2024

CONCERNANT

**LA LOCATION ANNUELLE DES LICENCES D'UTILISATION
D'UN LOGICIEL DE VEILLE STRATEGIQUE POUR LE COMPTE DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**

- LOT UNIQUE -

**RESERVE AUX TRES PETITES, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES NATIONALES, Y COMPRIS LES JEUNES
ENTREPRISES INNOVANTES, AUX COOPERATIVES, AUX UNIONS DE COOPERATIVES ET A L'AUTO-
ENTREPRENEUR**

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	5
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE.....	5
ARTICLE 5: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	6
ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....	6
ARTICLE 7: NANTISSEMENT	6
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 9: DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE	7
ARTICLE 10: MONTANT DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	7
ARTICLE 11: NATURE DES PRIX.....	7
ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX	7
ARTICLE 13: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 14: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES.....	7
ARTICLE 15: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES.....	7
ARTICLE 16: RECEPTIONS DEFINITIVES.....	7
ARTICLE 17: COMITE DE SUIVI.....	8
ARTICLE 18: MODALITES DE REGLEMENT	8
ARTICLE 19: PENALITES POUR RETARD	8
ARTICLE 20: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA.....	8
ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS.....	8
ARTICLE 22: RÉSILIATION DU MARCHE	9
ARTICLE 23: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	9
ARTICLE 24: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES.....	9
ARTICLE 25: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	9
ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
ARTICLE 27: COLLECTE DE CONSENTEMENT	10
CHAPITRE II : CLAUSES PARTICULIERES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	11
ARTICLE 28: CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION.....	11
ARTICLE 29: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 30: LIVRABLES A FOURNIR.....	16
ARTICLE 31: RESSOURCES HUMAINES.....	16
ARTICLE 32: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF.....	17

**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
N°12/CSEFRS/2024**

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert national sur offres des prix, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « le CSEFRS » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

A- Pour les personnes physiques :

1) *Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque

Agence

2) *Cas de l'auto-entrepreneur :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque

Agence

B- Pour les personnes morales :

1) *Cas des sociétés :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de :

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque

Agence

2) *Cas des établissements publics :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
Agence :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Monsieur, Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de : ;
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
Agence :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

C- Pour les groupements :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention)

- Membre 1 : ;

M ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

Au capital social ;

Registre de commerce de ;

Affilié à la CNSS sous N° ;

Faisant élection de domicile au : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
Agence :

- Membre 2 : ;

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M. (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès ;

D'AUTRE PART

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert national a pour objet la conclusion d'un marché reconductible relatif à la location annuelle des licences d'utilisation d'un logiciel de veille stratégique pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet la location annuelle des licences d'utilisation d'un logiciel de veille stratégique pour le compte du Conseil, ainsi que les prestations de paramétrage, d'adaptation et de transfert de compétences, dont l'objectif est de :

- Mettre à la disposition des instances et membres du CSEFRS des données et des informations fiables et à forte valeur ajoutée ;
- Améliorer la qualité de la recherche ainsi que de l'exploitation de l'information ;
- Constituer une banque de données et d'informations hautement utiles au sein du Pôle Etudes, Recherche et Appui aux Instances du Conseil (PERAIC) ;
- Définir les critères d'une recherche pertinente dans le domaine éducatif ;
- Améliorer la qualité des études et de la recherche au sein du PERAIC et alimenter en données et informations les différents travaux réalisés par les instances du Conseil ;
- Privilégier des démarches et des méthodes reconnues par la littérature spécialisée pour atteindre les objectifs visés de façon efficiente ;
- Promouvoir la collecte puis l'échange d'informations stratégiques.

Ces prestations sont détaillées au chapitre 2.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2.22.431, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché reconductible est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 relative au Conseil promulguée par le dahir N° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 mai 2014) ;
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Le décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, Formation et de la Recherche Scientifique.

- L'arrêté du Chef du gouvernement N° 3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
 - Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.
- Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.
- Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

En application de l'article 142 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Président du Conseil.

En application de l'article 143 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché reconductible seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique** ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par l'**agent comptable détaché auprès du Conseil**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret N°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

ARTICLE 9: DUREE DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

La durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres est d'une **(01) année renouvelable d'année en année par tacite reconduction** sans toutefois que cette durée ne puisse excéder **(05) cinq années**.

La première période commencera à courir à partir de la date de commencement prescrite par l'ordre de service invitant le titulaire à commencer la prestation.

Nonobstant la reconduction du marché par période annuelle, le maître d'ouvrage pourra mettre fin au marché, après préavis écrit d'un (01) mois, notifié au titulaire.

Dans le cas où le titulaire désire mettre fin au marché reconductible, il est tenu d'en aviser le Conseil par lettre recommandée, trois (03) mois avant l'échéance.

ARTICLE 10: MONTANT DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

Le montant annuel du marché reconductible correspondra à la redevance annuelle.

A la fin de chaque année, le maître d'ouvrage sera tenu de solder le présent marché reconductible à hauteur du montant des prestations réalisées.

ARTICLE 11: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX

Le prix du marché comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 13: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

a) Le cautionnement provisoire ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de **six mille Dirhams (6.000 Dirhams)**.

b) Le cautionnement définitif est fixé à **3% (Trois pour Cent)** du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.

c) Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 14: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 15: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES

Si les prestations ont été exécutées conformément au descriptif technique du présent marché, le Maître d'ouvrage procédera à la fin de chaque trimestre à la prononciation de la réception provisoire partielle.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire partielle signé conjointement par le comité de suivi désigné à cet effet et le titulaire du marché.

ARTICLE 16: RECEPTIONS DEFINITIVES

16.1 Réception définitive annuelle :

Une réception définitive est prononcée par le maître d'ouvrage au terme de chaque année, si le titulaire a rempli toutes les obligations qui lui incombent.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive dressé et signé conjointement par le comité de suivi au sein du Conseil désigné à cet effet et le titulaire du marché reconductible.

16.2 Réception définitive globale :

A l'expiration de la durée totale du marché reconductible, et après la réception définitive de la dernière année, le maître d'ouvrage procédera à la réception définitive globale des prestations, en signant, conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible, un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 17: COMITE DE SUIVI

Pour l'exécution du marché, le Conseil désignera un comité de suivi, qui aura à assurer les fonctions suivantes :

- Assurer l'interface avec le titulaire pour tout ce qui concerne les modalités d'exécution du présent marché ;
- Contrôler la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.
- Signer les procès-verbaux de réceptions provisoires partielles et définitives conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible.

ARTICLE 18: MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, et après prononciation de la réception provisoire partielle trimestrielle et production du procès-verbal de réception provisoire partielle y afférent, le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture en cinq (05) exemplaires portant la signature du titulaire.

Le règlement sera effectué sur la base desdits décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées sur son Compte bancaire.

ARTICLE 19: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir commencé les prestations dans les délais fixés par l'ordre de service, il lui sera appliqué une pénalité de un pour mille (1‰) par jour calendaire de retard du montant du marché. Cette pénalité court de plein droit et sans mise en demeure préalable et sera prélevée sur la facture de la période correspondante.

Toutefois, le montant global de ces pénalités qui seront appliquées est plafonné à 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint sur un exercice, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, nonobstant les poursuites à l'encontre du titulaire par endommagement préjudice subi par le Conseil.

ARTICLE 20: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA

Une retenue à la source au titre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « TVA », sera appliquée sur les opérations effectuées par les prestataires de services et les fournisseurs de biens d'équipement et de travaux assujettis à la TVA en application de de l'article 89 – I (5°, 10° et 12°) du Code Général des impôts.

Une retenue à la source en matière d'IS et d'IR, sera appliquée sur les rémunérations allouées à des tiers, en application des articles 4-IV, 15 bis et 45 bis- I du Code Général des impôts.

ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 22: RÉSILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret N°2-22-431 du 08/03/2023 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

ARTICLE 24: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES

Conformément au décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, notamment son article 2, aucune avance n'est prévue dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 25: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s'engage à :

- Prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le Conseil ;
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues du Conseil ;
- Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Procéder, à la fin du marché, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :

- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par le Conseil ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution du présent marché ;
- D'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent contrat, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché ;
- De prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché.

Le prestataire s'engage :

- À première demande du Conseil à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du marché ;
- À coopérer avec le Conseil dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- À permettre la réalisation par le Conseil ou toute personne mandatée par ce dernier et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit ;

- À mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- Qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent marché, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;
- Qu'il pourra être tenu responsable envers le Conseil des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent marché, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi.

ARTICLE 27: COLLECTE DE CONSENTEMENT

- Le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique collecte et traite les données à caractère personnel du fournisseur dans le cadre du traitement ayant pour finalité la gestion des fournisseurs dans le respect des conditions de la délibération de la CNDP N° 98-AU-2015 du 12 juin 2015.
- Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la CNDP sous le numéro A-GF-1018/2023 en date du 13/10/2023
- Le titulaire peut s'adresser au Secrétariat général du Conseil par courriel à l'adresse pdp@csefrs.ma pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi N° 09-08.



CHAPITRE II : CLAUSES PARTICULIERES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 28: CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION

28.1 Présentation du Conseil :

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique est une instance consultative indépendante instituée par l'article 168 de la Constitution, chargée d'émettre son avis sur toutes les politiques publiques et les questions d'intérêt national concernant l'éducation, la formation et la recherche scientifique.

Instance consultative indépendante de bonne gouvernance, de développement durable et de démocratie participative, le Conseil a pour vocation de servir de creuset à la réflexion stratégique sur les questions de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique et d'espace pluriel de débat et de coordination sur toutes les questions intéressant l'éducation, la formation et la recherche scientifique.

Il a également pour rôle d'éclairer les décideurs, les acteurs et l'opinion publique, au moyen d'évaluations quantitatives et qualitatives méthodiques et rigoureuses, sur les différents aspects du système d'éducation, de formation et de recherche scientifique.

28.2 Contexte et objectifs :

Le dispositif de veille stratégique se positionne comme étant un support incontournable du processus décisionnel, en permettant de fournir l'information de veille en temps opportun et de manière organisée afin de satisfaire les besoins en information des différentes entités et instances du CSEFRS.

Ce dispositif devra permettre au CSEFRS de :

- Détecter les nouvelles tendances et nouveaux phénomènes dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique ;
- Suivre l'actualité dans les divers domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique ;
- Permettre de disposer d'informations d'ordre juridique et réglementaire au niveau domestique et à l'international ;
- Disposer des informations à forte valeur ajoutée issues des dernières publications académiques en relation avec le secteur d'activité du CSEFRS ;
- Détecter les projets techno-pédagogiques promettant dans le domaine l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique ;
- Détecter puis collecter les études et rapports en relation avec le secteur d'activité du CSEFRS ;
- Suivre les travaux de recherche scientifique dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique ;
- Améliorer la connaissance de l'environnement du CSEFRS ;
- Détecter les opportunités pour développer les activités du CSEFRS ;
- Appuyer la prise de décision du Management du CSEFRS.

ARTICLE 29: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

29.1 Description des prestations :

Le titulaire doit mettre à la disposition du CSEFRS, les licences d'utilisation d'un logiciel de veille, en mode SAAS, pour les comptes et profils suivants :

- **Un (01) administrateur technique :** ce profil doit disposer des droits lui permettant la gestion et l'administration des comptes des utilisateurs et des droits d'accès, la gestion et l'administration des groupes de veille, la gestion des stratégies de sécurité des sessions, groupes, etc., et la gestion et l'administration des sauvegardes et des restaurations.
- **Deux (02) administrateurs fonctionnels :** ces profils doivent disposer des droits de paramétrage de la plateforme de veille.
- **Trois (03) Veilleurs :** ce profil permettra aux veilleurs d'assurer la veille selon les axes de veille paramétrés et de diffuser les résultats de veille auprès des lecteurs passifs.
- **Deux cents (200) lecteurs passifs :** ce profil correspond aux « consommateurs » d'information.

Par ailleurs, le titulaire doit assurer les prestations suivantes :

- Préalablement à la mise à disposition des licences, le paramétrage nécessaire en fonction des besoins de veille du CSEFRS ;

- L'identification et la définition d'un cas d'usage concret de veille sur la base des besoins exprimés par le CSEFRS et des échanges avec l'équipe projet, et procéder à son implémentation de bout en bout sur la plateforme et la restitution des résultats escomptés relatifs au cas d'usage choisi.
- Transfert de compétences nécessaire aux différents profils d'utilisateur (administrateur fonctionnel, administrateur technique, veilleurs...).

A cet effet, la mise en place de la solution se fera en deux étapes :

Etape 1 : Cadrage et assistance à la mise en place de la solution de veille

Le titulaire a pour mission de définir les besoins en informations du CSEFRS, du périmètre de veille et d'identifier les axes de surveillance et les sources d'information y afférentes, à travers :

- L'évaluation de l'existant en matière de veille au sein du CSEFRS ;
- Le recueil des besoins en information de veille ;
- La proposition d'axes de surveillance pertinents au regard des orientations stratégiques du CSEFRS et de la nature de ses activités ;
- L'identification des sources d'information pertinentes en relation avec les axes de surveillance.

Etape 2 : Installation, paramétrage et mise en exploitation de la solution de veille

Le titulaire est appelé durant cette étape à procéder au paramétrage et développement de la solution de veille en tenant compte des besoins et spécificités du CSEFRS.

Ainsi, il est appelé à procéder à :

- Installation des licences d'utilisation de la solution de veille ;
- Paramétrage de la solution ;
- Création des comptes utilisateurs et configuration des droits d'accès pour un (01) administrateur technique, deux (02) administrateurs fonctionnels, trois (03) Veilleurs et deux cents (200) lecteurs passifs ;
- Identification et définition d'un cas d'usage et son implémentation sur la plateforme et restitution des résultats ;
- Transfert de compétences au profit des équipes du maître d'ouvrage.

29.2 Spécifications fonctionnelles :

29.2.1 Caractéristiques de base de la solution demandée :

- La solution logicielle doit être webifiée en mode « SAAS » pour 3 veilleurs et 2 administrateurs fonctionnels et un administrateur technique ;
- La solution doit offrir la possibilité de créer des comptes pour lecture et consultation passive ;
- Elle doit être évolutive et capable de répondre aux besoins actuels et futurs du CSEFRS en prenant en charge les éventuels besoins futurs d'intégration de nouvelles bases de données gratuites et payantes ;
- La solution doit permettre un processus de validation sous forme de workflow ;
- La solution doit être compatible avec les versions les plus récentes des navigateurs les plus utilisés dont Microsoft Edge, Firefox et Google chrome ;
- La solution doit avoir un module de recherche et de gestion de requêtes assistées ;
- La solution doit fournir des statistiques sur l'utilisation du système :
 - Un historique d'utilisation par profil ;
 - Une exploitation et une analyse des requêtes et mots-clés formulés par les utilisateurs ;
 - Une analyse du nombre d'utilisation du dispositif, par profil, par sujet, par source, ...
- La solution doit assurer le travail en communauté et la veille terrain ;
- La solution doit permettre :
 - **La mise en forme et la génération de rapports** pour la production de contenus et de rapports plus précis et pertinents, adaptés aux besoins spécifiques des utilisateurs ;
 - **Le résumé des documents** : Génération automatique de résumés concis de longs documents ou articles, facilitant l'extraction rapide des points clés sans lire l'intégralité des textes ;
 - **L'intégration de l'intelligence artificielle**, comme l'apprentissage automatique (Machine Learning), le traitement du langage naturel (Natural Language Processing – NLP) et le clustering :
 - **Compilation de rapports** : Création de rapports de veille à partir de multiples sources, rendant les informations complexes plus digestes et exploitables ;

- **Analyse des tendances** : Génération de scénarios et de prévisions basés sur l'analyse des données historiques et des tendances actuelles, aidant à anticiper les évolutions futures ;
- **Mode de recherche augmentée** pour des réponses contextuelles, génération de contenu spécifiquement adapté aux besoins individuels des utilisateurs, prenant en compte leurs préférences, leur historique de recherche et leurs centres d'intérêt.

29.2.2 Description des modules fonctionnels :

✓ **Sourcing :**

- Bases de données d'actualités (institutions nationales, internationales, presse en ligne, réseaux de professionnels, réseaux sociaux, forums, blogs...) ;
- Connectivité aux bases de données identifiées ;
- Collecte et Surveillance sur Twitter, Facebook, Instagram, Reddit, YouTube etc. ;
- Collecte et Surveillance sur les réseaux sociaux asiatiques comme Sina Weibo, QQ, WeChat, Naver etc. ;
- Dark web et deep web ;
- Mise en évidence automatique des nouvelles sources ;
- Gestion des favoris (intégration, import et export) ;
- Collecte de sources terrain ;
- Gestion des formats et des protocoles de navigation et d'affichage des pages web.

✓ **Recherche :**

La solution doit proposer un moteur de recherche intégré qui permettra d'effectuer les opérations suivantes :

- Requêtes par mots clés ;
- Requêtes multicritères ;
- Requêtes via un formulaire de recherche avancée ;
- Enregistrement de la requête via le moteur de recherche ;
- Interrogation en parallèle de plusieurs moteurs de recherche ;
- Détection automatique de nouveautés, de concepts... à travers des algorithmes avancés de text-mining ;
- Indexation des pièces jointes et autres documents bureautiques partagés sur la plateforme ;
- Black listage et exclusion de sources non pertinentes ;
- Identification des sources ;
- Sauvegarde des résultats de la recherche ;
- Moteur de recherche sur les informations capitalisées.

✓ **Collecte et surveillance :**

La collecte d'information doit couvrir l'ensemble du web ainsi que le web invisible, blogs, mailing listes, forums, réseaux sociaux et newsgroups pertinents. La découverte de nouvelles sources doit être automatisée.

La solution doit proposer la collecte systématique et continue d'informations provenant de différentes sources d'actualités référencées (pages web, flux RSS, newsletters,)

La solution doit pouvoir proposer une collecte étendue intelligente (filtrage en profondeur des liens d'une source paramétrée en fonction de certains critères textuels ou sémantiques).

La solution doit permettre d'assurer une veille terrain donnant la possibilité de partager des informations jugées utiles et mettre en place un système de validation et de capitalisation sur ce type de veille.

Sur le périmètre des sources d'information gratuites et payantes identifiées lors de l'analyse des besoins, l'outil doit permettre la personnalisation selon des critères précis tels que :

- Mise en surveillance d'un site identifié dans son intégralité et en particulier d'une page web spécifique, détection d'une nouvelle page ou d'une page supprimée, élimination des pages des données non pertinentes (publicités, pied de page...) ;
- Zone précise dans une page web ;
- Paramétrages simple et avancé du crawling ;
- Gestion de la surveillance (Import/Export de sources à surveiller, Paramétrage de la fréquence de surveillance...) ;
- Surveillance des réseaux sociaux ;
- Structuration automatique de données non structurées ;

- Collecte à partir de bases de données payantes en ligne auxquelles le CSEFRS est ou sera abonné par la suite ;
- Récupération de données issues de multiples formats : txt, rtf, rss, doc, ppt, xls, pps, pdf, html, xml...;
- Mise en place de filtres par titre, contenu, mot-clé, date de collecte ou d'indexation ou encore par période ;
- Gestion des ambiguïtés ;
- Capitalisation et classement automatique des informations ;
- Système de requêtage simplifié ;
- La solution doit contenir une interface pour la veille terrain, qui permettra aux utilisateurs d'ajouter des informations manuellement ;
- Moteur de recherche sur les informations capitalisées.

L'ensemble de ces informations collectées doit être accessible via un module de recherche simple et avancée, ainsi que via un module de veille automatisé des contenus.

✓ **Traitement et analyse**

La solution doit contenir :

- Fonctionnalités de text-mining et sémantique ;
- Gestion du multilinguisme et traduction automatique ;
- Fonction d'extraction de texte (résumé du document) automatique afin de faciliter la validation des informations collectées (analyse syntaxique et sémantique) ;
- Possibilité d'annoter et d'ajouter des informations par les utilisateurs ;
- Extraction de concepts sémantiques ;
- Clustering des informations des résultats de recherche ;
- Détection automatique des concepts clés dans le corps du document (surlignage ou mise en avant des mots-clés...) ;
- Assistance de l'IA et Machine Learning pour l'analyse ;
- Proposition de plusieurs types de représentations volumétriques et multi-dimensionnelles et permettre de créer des analyses graphiques "sur-mesure" ;
- Détection automatique d'entités nommées ou thèmes clés ;
- Détection et proposition d'articles sémantiquement proches ;
- Capacité à analyser l'information en profondeur après multiples filtrages : analyse d'un pic, d'un concept sur des volumes d'informations toujours plus fines et segmentées ;
- Génération de graphiques à partir des flux d'alertes et RSS ou des flux d'informations pertinentes capitalisées, sous format de tableau de bord visuel ;
- Fonctions de croisement et projections de données pour approfondir les analyses ;
- Traitement des flux RSS (Elimination des flux doubles, filtrage des flux, fusionnement, boucles...).

✓ **Diffusion de l'information**

La solution doit comporter :

- La possibilité de mise en page et de diffusion directement depuis l'application de veille ;
- Un générateur de rapports avec personnalisation du plan des rapports ;
- Un générateur de plusieurs newsletters personnalisées en fonction des critères spécifiques des destinataires ;
- Des options d'alertes par messagerie ou par flux RSS en fonction de l'apparition de nouveaux contenus ;
- Réglage de fréquence de diffusion ;
- Connexion à un écosystème de logiciels tiers pour la diffusion de l'information ;
- Proposition d'une interface mobile pour faciliter la veille et la collaboration.

La solution doit permettre de produire et de diffuser l'information sous les formats les plus courants :

- Rapports selon différents formats Doc, PDF, RTF, HTML, XLS, PPT, avec une compatibilité aux versions de suites bureautiques standard ;
- Lettres de veille ;
- Flash d'informations périodiques ;
- Tableaux de bord thématiques ;

- Générateur de portails de diffusion/tableaux de bord ;
- Email, Diffusion par newsletters (possibilité de gérer un nombre illimité de newsletters avec leurs propres listes de destinataires, Validation des newsletters avant envoi).

La génération de ces livrables pourra être :

- Manuelle : l'utilisateur élabore et compose le livrable à partir des informations collectées dans la base de connaissances ;
- Semi-automatique : le système propose un livrable et l'utilisateur peut réviser et compléter le livrable avant une diffusion ;
- Automatique : le système génère automatiquement le livrable et assure sa diffusion auprès des destinataires.

✓ **Collaboration et Capitalisation**

La solution doit permettre une organisation souple et facile des contenus avec la mise en place d'un système de classement sur plusieurs niveaux et une gestion des droits des différents dossiers.

Les utilisateurs doivent pouvoir créer, modifier, consulter, déplacer, copier des dossiers complets ou une partie de ces dossiers. Il est essentiel que les utilisateurs puissent intégrer leur propre contenu à l'application, de partager des informations, des fichiers et des commentaires.

L'application devra comprendre un processus de workflow permettant de mettre le contenu collecté en validation d'une façon manuelle ou automatique (IA/Machine Learning). Tout output sera mis en relecture avant envoi automatisé. L'application aura par ailleurs une fonction d'archivage.

✓ **Administration et pilotage**

Les responsables de la veille doivent disposer d'outils de suivi et de pilotage via des interfaces d'administration dédiées. Il s'agit de :

- Détecter les sources qui ne répondent plus ou qui ne sont plus accessibles ;
- Identifier la volumétrie de productions d'articles par source et par type, en fonction des périodes identifiées ;
- Générer des rapports d'activité et statistiques selon les profils des utilisateurs, les axes de veille ainsi que les types de sources surveillées.

29.3 Spécifications techniques :

La plateforme doit permettre :

- La personnalisation de l'accès par profil via des mots de passe et des noms d'utilisateurs dans le respect de la politique de sécurité en vigueur au sein du CSEFRS ;
- De répondre aux standards de sécurité (SSH, MD5/HMAC, SSL, Certification ISO 27001, SLA, Encryption 128/256 bit via SHA1 & RSA...) ;
- La diffusion de mails à une liste de destinataires ;
- De disposer d'un module d'administration technique pour la gestion des utilisateurs, des profils, des rôles et des privilèges ;
- L'intégration de l'intelligence artificielle, comme l'apprentissage automatique (Machine Learning), le traitement du langage naturel (Natural Language Processing – NLP) et le clustering.

Le prestataire doit assurer les prestations d'infogérance de l'ensemble de la solution de veille intégrant l'accès aux bases de données nécessaires, et notamment :

- Installation des correctifs systèmes et sécurité ;
- Vérification des journaux d'événements ;
- Vérification de l'intégrité des données ;
- Gestion des bases de données ;
- Monitoring et supervision ;
- Monitoring et supervision antivirale et des composantes de la sécurité touchant la plateforme en infogérance.

Le prestataire est tenu d'aviser le CSEFRS en cas d'incident et de rétablir ces services en respectant les termes de SLA et s'engage à assurer la mise à jour de la plateforme de veille.

Le prestataire s'engage à fournir au CSEFRS, d'une part des rapports périodiques sur l'utilisation, la disponibilité / indisponibilité de la plateforme en infogérance, et d'autre part des indicateurs de performance. Ces éléments doivent être des indicateurs fiables permettant de mesurer le niveau de qualité des services d'infogérance.

29.4 Transfert de compétences :

Le titulaire doit assurer le transfert de compétences nécessaire aux utilisateurs de la plateforme. Ainsi, il :

- Devra mettre à la disposition du CSEFRS des intervenants qualifiés qui disposent de l'expérience nécessaire pour le transfert de compétences aux équipes de Conseil ;
- Devra fournir au CSEFRS, avant le déroulement du transfert de compétences, le planning par nature de population (veilleurs et administrateurs).
- Est tenu de fournir les supports (papier / électronique) ;
- Est tenu de procéder à l'évaluation à chaud des personnes et de communiquer les résultats de cette évaluation au CSEFRS ;
- Est tenu de fournir à chaque personne une attestation de participation au transfert de compétences portant, entre autres, le nom et prénom du participant, le thème, date et lieu, signature et cachet du prestataire.

Pour ce transfert de compétences qui se déroulera dans les locaux du CSEFRS à Rabat, le prestataire peut proposer d'autres thèmes qu'il jugera utiles sans prétendre à un montant supplémentaire.

ARTICLE 30: LIVRABLES A FOURNIR

Le titulaire doit produire les livrables désignés ci-dessous :

- ✓ Plateforme de veille (Mode SAAS, mise en service, paramétrés selon les besoins du CSEFRS) ;
- ✓ Comptes d'accès des administrateurs techniques et fonctionnels de la plateforme ;
- ✓ Documentation complète d'utilisation : Manuel d'utilisation, d'administration et de configuration et de paramétrage ;
- ✓ Rapport des résultats des tests techniques et fonctionnels ;
- ✓ Rapport sur le cas d'usage implémenté et réalisé ;
- ✓ Supports de transfert de compétences rédigés en langue française selon les profils concernés par le transfert (veilleurs, administrateurs fonctionnels et technique) en format papier et en format électronique ;
- ✓ Résultats des évaluations à chaud des personnes ayant bénéficié du transfert de compétences ;
- ✓ Attestations de participation au transfert de compétences ;
- ✓ Les rapports périodiques d'infogérance ;
- ✓ L'état des interventions effectuées sur la plateforme.

ARTICLE 31: RESSOURCES HUMAINES

Le Titulaire s'engage à affecter au projet une équipe ayant une expérience confirmée dans des missions similaires. Cette équipe devra comporter au minimum les profils suivants :

- Un expert pour le paramétrage de la plateforme selon les besoins du CSEFRS : ayant un diplôme de Bac+5 et une expérience de 5 ans au minimum dans la prestation objet du présent marché ;
- Un expert en veille, qui va assurer l'accompagnement du CSEFRS à l'identification du cas d'usage concret et son implémentation sur la plateforme de bout en bout : : ayant un diplôme de Bac+5 et une expérience de 10 ans au minimum dans la prestation objet du présent marché ;
- Intervenant qui va assurer le transfert de compétences sur les aspects fonctionnels et techniques de la plateforme proposée : ayant un diplôme de Bac+5 et une expérience de 10 ans au minimum dans la prestation objet du présent marché.

Exceptionnellement, et après agrément préalable du Maître d'Ouvrage, il peut être procédé au remplacement d'une personne affectée à la mission par une autre à la condition expresse que la personne remplaçante soit de qualification au moins égale à celle de la remplacée et que le Maître d'Ouvrage la juge ainsi.



ARTICLE 32: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N° prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité (1)	Prix unitaire en dirhams hors TVA	Prix Total hors taxes (3) = (1) x (2)
				(2)	
1	Location annuelle des licences d'utilisation d'un logiciel de veille stratégique, pour un (01) administrateur technique, deux (02) administrateurs fonctionnels, trois (03) Veilleurs et deux cents (200) lecteurs passifs.	Trimestre	4		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20 %)					
TOTAL TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de :.....
..... Dirhams TTC au titre de la redevance annuelle.



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
N°12/CSEFRS/2024

OBJET : LOCATION ANNUELLE DES LICENCES D'UTILISATION D'UN LOGICIEL DE VEILLE STRATEGIQUE POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p>Abdellatif AMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information</p> <p>Hicham BENFEDDOUL Directeur du Pôle Etudes, Recherche et Appui aux Instances du Conseil</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p>KHADDOU BENJELLOUN Directrice du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <p>Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>